



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Série UNESCO sur la formation au journalisme

Critères et indicateurs pour des institutions de qualité de formation au journalisme & Identification de centres potentiels d'excellence de formation au journalisme en Afrique

Série UNESCO sur la formation au journalisme

Critères et indicateurs pour des institutions de qualité de formation au journalisme & Identification de centres potentiels d'excellence de formation au journalisme en Afrique

par le professeur Guy Berger et Corinne Matras

en collaboration avec :

le Rhodes University's School of Journalism & Media Studies,
Afrique du Sud et

l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ), France



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



School of Journalism & Media Studies
Rhodes University, South Africa

© UNESCO 2007

Les auteurs de cette étude sont seuls responsables du choix et de la présentation des faits ainsi que des opinions exprimées qui ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'impliquent pas l'Organisation.

Les désignations employées et la présentation de l'information ne reflètent pas l'expression d'une opinion de la part de l'UNESCO concernant le statut légal d'un pays, territoire, ville ou région, ses autorités ou la délimitation de ses frontières.

Responsable du projet pour l'UNESCO : Vladimir Gai

Contribution financière : l'étude a été réalisée avec la participation financière du Ministère français des affaires étrangères.

Remerciements à : des remerciements particuliers à Marie-Soleil Frère, Andrew Kanyegeire, Bradley Whittington, Fackson Banda, Olivier Delpoux, Eric Glover, Pascal Jacquart, et le BBC World Service Trust.

Droit d'auteur : les graphismes et textes compris dans cette étude sont la propriété de l'UNESCO. Cette étude est produite sans but lucratif. Toute autre utilisation, dont la copie ou la manipulation du contenu pour des intérêts privés, est strictement interdite sans accord préalable de l'UNESCO.

Préface

Le Sommet mondial sur la Société de l'information (WSIS) a reconnu et souligné le rôle essentiel que les médias jouent pour le développement des sociétés du savoir. Ce rôle va bien au-delà de la narration d'événements et la restitution d'informations : les médias contribuent à la liberté d'expression et la pluralité de l'information, ils mobilisent les communautés et développent leurs capacités, et participent par là même au développement durable et à la bonne gouvernance. La libre circulation des idées par les mots et l'image est une condition sine qua non du développement social et économique, et les efforts pour soutenir la liberté de la presse doivent être consolidés par le biais d'initiatives pour le renforcement des compétences et des normes professionnelles et le développement de connaissances interdisciplinaires parmi les professionnels des médias.

Le Plan d'Action WSIS de Genève en a appelé à l'ensemble des acteurs pour «contribuer au développement des médias et au développement des capacités». L'UNESCO a été désigné pour être le facilitateur de la Ligne d'Action C9 «Médias». Forte de ce mandat et de son engagement de faire de l'Afrique une priorité, l'UNESCO a lancé une étude pour évaluer les institutions de formation de journalisme existantes en Afrique et développer une stratégie pour bâtir l'excellence de ces institutions au service d'une formation de qualité.

Le rapport dresse une carte des capacités et du potentiel pour des formations d'excellence d'une centaine d'écoles de journalisme à travers l'Afrique. Cette

étude met par ailleurs en évidence les défis et les opportunités de développement des institutions africaines de formation, et attire l'attention des acteurs du développement sur les domaines dans lesquels une aide serait pertinente. Il s'agit là du tout premier document offrant une variété d'indicateurs et d'outils d'évaluation pour mesurer le potentiel d'excellence des institutions de formation, qui peuvent être adaptés pour utilisation dans d'autres régions du monde.

Cette étude est le fruit de la collaboration entre l'École de journalisme et des études des médias de l'Université Rhodes (Afrique du Sud) et l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ, France). Elle a vu le jour grâce aux contributions et à la consultation d'experts de terrain, de réseaux médiatiques internationaux, d'institutions africaines d'enseignement et des agences de développement des médias.

Soutenir les institutions de formation journalistiques en Afrique est une des clés de voute du développement de l'Afrique tout entière, des changements sociaux, de la bonne gouvernance, et de la réduction de la pauvreté.

Abdul Waheed KHAN
Sous-directeur général de l'UNESCO
pour la Communication et l'information

Liste des acronymes

AMDI :	Africa Media Development Initiative
CAPFJ :	Centre africain de formation et perfectionnement des journalistes (Bénin)
CAPJC :	Centre africain de perfectionnement des journalistes et communicateurs (Tunisie)
CESTI :	Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Sénégal)
DFID :	Department for International Development (Royaume-Uni)
EJC :	École de journalisme et communication (Université de Butaré - Rwanda)
ESJ de Lille :	École supérieure de journalisme de Lille
ESSTIC :	École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication
FCK :	Faculté catholique de Kinshasa (République démocratique du Congo)
GRET :	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
ICA :	Institut congolais de l'audiovisuel (République démocratique du Congo)
ICFJ :	International Centre for Journalists (États-Unis)
IFASIC :	Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (République démocratique du Congo)
IPSI :	Institut de presse et des sciences de l'information (Tunisie)

ISIC :	Institut supérieur de l'information et de la communication (Maroc)
IREX :	International Research and Exchanges Board (États-Unis)
ONG :	Organisation non gouvernementale
PAO :	Programmation assistée par ordinateur
NIZA :	Netherlands Institute for Southern Africa
NSJ :	School of Communication, Southern African Media Training Trust, Mozambique
RU :	Rhodes University School of Journalism and Media Studies (Afrique du Sud)
SOMJC:	School of Journalism and Mass Communications (Kenya)
STREAM :	Strengthening African Media, un projet de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies
UNECA :	United Nations Economic Commission for Africa – Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEANU)
UNESCO :	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation – Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNIKIN :	Université de Kinshasa (République démocratique du Congo)
VIH :	Virus de l'immunodéficience humaine
ZAMCOM :	Zambia Institute of Mass Communication (Zambie)

Table des matières

Résumé.....	1
CHAPITRE UN : ÉLABORATION DE CRITÈRES ET D'INDICATEURS ET IDENTIFICATION DE CENTRES POTENTIELS D'EXCELLENCE DE FORMATION AU JOURNALISME EN AFRIQUE.....	2
1.1 Contexte du projet	2
1.2 Termes de référence	3
1.3 Méthodologie	4
1.4 Méthodologie du projet et processus : conclusion	8
CHAPITRE DEUX : CRITÈRES ET INDICATEURS.....	9
2.1 Liste des critères et indicateurs	9
2.2 Critère A : Programme d'enseignement et capacité institutionnelle	9
2.3 Critère B : Liens avec la profession et avec le service public, les liens extérieurs et la réactivité.....	11
2.4 Critère C : Perspectives, projets de développement, stratégie et potentiel.....	12

CHAPITRE TROIS : ANALYSE DE LA RECHERCHE ET DE LA MÉTHODOLOGIE	14
3.1 Analyse globale.....	14
3.2 Difficultés rencontrées dans le processus de recherche	15
3.3 Singulariser les Centres potentiels d'excellence.....	16
CHAPITRE QUATRE : LES CENTRES POTENTIELS D'EXCELLENCE	18
4.1 Les Centres potentiels d'excellence au journalisme en Afrique.....	18
4.2 Centres potentiels de référence en journalisme en Afrique	19
4.3 Centres potentiels d'excellence : besoins, défis et recommandations	20
- Afrique anglophone.....	20
- Afrique lusophone.....	24
- Afrique francophone	25
CHAPITRE CINQ : ANALYSE, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS	29
RÉFÉRENCES	37

ANNEXE A : CHAMPS D'INFORMATION UTILISÉS POUR RÉALISER LA CARTE DES ÉCOLES DE JOURNALISME AFRICAINES	38
ANNEXE B : PAYS DISPOSANT D'ÉCOLES DE JOURNALISME	39
ANNEXE C : PARTICIPANTS AUX DISCUSSIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CRITÈRES ET INDICATEURS FINAUX	42
ANNEXE D : RÉPONSES À LA LISTE DES CRITÈRES ET INDICATEURS	44
ANNEXE E : LISTE DES ÉCOLES DE JOURNALISME VISITÉES	46

Résumé

Dans le cadre du programme de l'UNESCO et notamment de l'action de «renforcement des compétences professionnelles et institutionnelles pour la formation aux médias», ce document rend compte du processus et des résultats d'un projet destiné à élaborer des critères et indicateurs d'institutions de qualité («excellence») de formation aux médias/au journalisme et à élaborer une carte des écoles de journalisme africaines et évaluer la qualité des meilleures.

Dans le processus d'élaboration de critères et d'indicateurs, sept experts nous ont apporté leur contribution, y compris des membres des réseaux internationaux Théophraste, Orbicom et Journet. Des commentaires ont également été reçus de la part de onze agences de développement des médias et dix-neuf écoles de journalisme africaines. Sur les quatre-vingt-seize écoles ciblées pour réaliser la carte des écoles de journalisme africaines, trente ont fourni des informations approfondies en rapport avec les critères et indicateurs proposés. Lorsque les institutions ont donné leur accord pour rendre disponible leurs informations détaillées, ces dernières peuvent être consultées sur la base de données qui dresse la carte des institutions africaines pour lesquelles au moins les données de base sont disponibles : www.unesco.org/webworld/fr/ecoles-journalisme-africaines-base-donnees

Trente-quatre institutions ont également été visitées. Le document initial et les réponses sont accessibles à l'adresse suivante: <http://groups.yahoo.com/group/UNESCOAJ>.

Au final, douze institutions candidates ont été identifiées comme «Centres potentiels d'excellence» et neuf autres ont été notées comme pouvant être désignées «Centres de référence» par l'UNESCO. Le rapport final est disponible sur le site web de l'UNESCO à l'adresse suivante: www.unesco.org/webworld/fr/african-journalism-schools

Chapitre un

Élaboration de critères et d'indicateurs et identification de centres potentiels d'excellence de formation au journalisme en Afrique

1.1 Contexte du projet

L'UNESCO a fait appel à la Rhodes University's School of Journalism and Media Studies (Grahamstown, Afrique du Sud) et à l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ de Lille) pour entreprendre ce projet. L'idée fondamentale était d'identifier des **centres potentiels d'excellence viables dans la formation des journalistes africains**, avec lesquels l'UNESCO pourrait choisir de travailler de manière productive à l'avenir.

Cet exercice a comporté :

1. L'identification d'une méthodologie très complète
2. La définition de critères et d'indicateurs pour apprécier une formation de qualité aux médias/au journalisme
3. La réalisation d'une carte des institutions et Centres d'excellence sur ce secteur en Afrique.

Ce projet tire ses origines d'une réunion d'experts de l'enseignement du journalisme au siège de l'UNESCO en décembre 2005. À cette occasion, l'UNESCO a présenté les Centres d'excellence comme un instrument offrant *«un moyen plus efficace et systématique pour fournir un appui aux activités de renforcement des capacités»*. Un centre d'excellence pourrait potentiellement devenir une base de ressources pour la formation d'autres institutions au sein d'un pays et d'une région spécifique, et exploité pour développer de nouveaux cours (tant conventionnels, qu'en ligne).

La mise en œuvre du projet correspond en grande partie aux meilleures pratiques telles qu'établies dans une «Analyse de la fonction de développement des

capacités de l'UNESCO» («A Review of UNESCO's Capacity-Building Function» - Stile's Associates, février 2007). Ce projet s'accorde également bien avec les documents récents sur les médias africains : la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a mené en 2006 une large consultation à travers le continent sur le développement des médias africains, et a appelé à «un audit approfondi de la formation aux médias existante en Afrique, identifiant les lacunes et développant des propositions pour renforcer la formation.» (STREAM, 2006 : 11). Le rapport sur l'Initiative de développement des médias africains du BBC World Service Trust fait référence de manière positive à cette recherche de l'UNESCO, soulignant que ses propres conclusions ont révélé que l'augmentation des programmes de formation a été identifiée comme «la priorité majeure pour le développement des médias en Afrique subsaharienne par la plupart des interviewés ...» (AMDI, 2007 : 80).

1.2 Termes de référence

Les dates butoirs des livrables pour le projet ont été spécifiées par l'UNESCO comme suit :

- (i) Avant le 1^{er} septembre 2006 : plan de travail et calendrier (effectué).

- (ii) Avant le 15 décembre 2006 :
 - Établir une cartographie des institutions et écoles de formation aux médias, notamment en journalisme, dans les pays africains. (Situation : effectué, version base de données pour le site de l'UNESCO).
 - Décrire 15 institutions de qualité, accompagnées de commentaires et de conclusions générales sur la situation dans la région. (Situation: soumis avec ce rapport).
 - Passer en revue les indicateurs et critères et développer des indicateurs complets pour les écoles africaines de journalisme, en consultant des experts et des institutions internationalement reconnus (Situation: effectué)

(iii) Avant le 15 mars 2007 :

- Analyser les écoles sélectionnées en se basant sur les critères internationalement reconnus et approuvés, puis sélectionner une liste des meilleures écoles existantes – des centres potentiels d'excellence dans la formation en journalisme, avec une description détaillée de leurs réalisations (capacités de formation, matériels à disposition, budget, logistique, soutiens et coopérations nationales et internationales, etc.) et faire des propositions concrètes pour leur développement.
- Un rapport complet. (Situation : un rapport provisoire a été soumis).

(iv) Avant le 15 avril 2007

- Rapport final. (Situation : une prolongation a été accordée en raison des traductions à effectuer depuis/vers le français. La date butoir a ainsi été repoussée à fin avril 2007.)

1.3 Méthodologie

Travaillant en étroite collaboration, l'Université de Rhodes (RU), l'ESJ et l'UNESCO ont convenu que Rhodes enquêterait sur l'Afrique lusophone et la plupart des pays anglophones ; l'ESJ se chargerait des pays francophones mais aussi de l'Afrique du Sud (afin d'éviter un quelconque conflit d'intérêts pouvant survenir du fait que Rhodes serait son propre évaluateur et celui de ses pairs nationaux).

Le processus de recherche a été conceptualisé de la manière suivante :

- Première phase : une cartographie élémentaire des acteurs sur le terrain.
- Seconde phase : une réflexion conjointe et en ligne avec tous ceux susceptibles d'être intéressés par la réflexion sur les critères constitutifs d'un «centre potentiel d'excellence» dans l'enseignement du journalisme en Afrique.

- Troisième phase : toute école de journalisme africaine souhaitant être étudiée comme centre potentiel d'excellence serait invitée à se manifester en présentant des données liées aux critères convenus lors de la seconde phase.
- Quatrième phase : visite des institutions sélectionnées soit par l'ESJ, soit par la RU afin de poursuivre les discussions et mener une inspection sur place.
- Cinquième phase : soumission à l'UNESCO du rapport final et des résultats finaux (à l'exclusion des annexes contenant les informations détaillées), aux écoles participantes qui sont invitées à envoyer des commentaires additionnels à l'UNESCO avant juin 2007.

La première phase comprenait la définition des caractéristiques de base d'une école de journalisme, nécessaires pour développer les critères afférents et mener à bien l'exercice d'évaluation et de cartographie.

L'UNESCO a proposé d'intégrer diverses formes d'institutions et d'organismes pédagogiques dans l'étude en tant qu'«*écoles de journalisme*», y compris des institutions d'enseignement supérieur telles que des universités ou encore des collèges privés et des ONG. Elles sont présentées collectivement dans le rapport final comme «*écoles de journalisme*». Cette approche globale tient compte de l'éventail d'établissements contribuant à l'enseignement du journalisme à travers l'Afrique, où l'absence ou la faiblesse des institutions publiques tertiaires a souvent conduit à la coexistence d'ONG financées par des donateurs ou des initiatives à but commercial. L'étude n'a cependant pas tenté de lister chaque initiative, laissant de côté par exemple les écoles fantômes, ou des ONG travaillant sur le HIV/SIDA où la formation aux médias ne constitue qu'une activité marginale. La recherche s'est ainsi concentrée sur les institutions principales. Les résultats de l'exercice de cartographie sont présentés dans les Annexes A et B, détaillant les 12 champs d'information identifiés comme essentiels.

Des données ont été rassemblées sur quatre-vingt-seize écoles de journalisme (une précédente étude réalisée pour l'UNESCO en 1986 par Kaarle Nordenstreng et Kwame Boafo en avait répertorié un total de seulement trente six sur ce secteur). Les écoles ont ensuite été classées par langue utilisée, soit soixante écoles anglophones et trente francophones. Géographiquement, les écoles sont situées dans trente-six des cinquante-quatre pays en Afrique (voir l'Annexe B

pour la liste des pays couverts par l'étude). Les résultats ont été entrés dans une base de données, destinée à être accessible via les sites Web de l'UNESCO, de Rhodes et de l'ESJ de Lille.

Cartographier et répertorier les institutions de formation au journalisme en Afrique durant la phase préliminaire du projet n'a pas été une tâche aisée. Presque toutes les données ont dû être collectées à la source, en utilisant une combinaison de moyens : appels téléphoniques, télécopies, utilisation du Web et de courriels. Identifier et localiser les contacts s'est avéré être un exercice difficile car beaucoup d'institutions sur le terrain, même dans des pays à forte densité médiatique comme le Nigeria, n'ont pas accès au Web. Les réseaux personnels ont donc été utilisés, y compris des journalistes et universitaires de la diaspora, et également la recherche de la BBC World Service Trust. Les adresses courriel (souvent des adresses Yahoo accédées depuis des cybercafés) s'avéraient souvent périmées, et dans d'autres cas, les individus ne répondaient pas.

Il importe de signaler que la plupart de ces données ont été rapportées par les institutions concernées elles-mêmes. Ceci implique une variation subjective des standards et, dans certains cas une possible exagération, particulièrement quand il a été demandé aux institutions quelle image elles avaient de leur positionnement auprès des observateurs de la profession, au sein de leur pays. Quoiqu'il en soit, comme ces informations élémentaires étaient constitutives de la première étape dans le développement d'une méthode pour identifier de manière objective et équitable les institutions les plus appropriées, elles sont présentées sans modification. La réserve concernant leur validité est cependant soulignée dans la base de données en ligne qui présente les informations.

Procédant à l'étape suivante, Rhodes et l'ESJ ont examiné des systèmes de critères pour mesurer l'excellence des écoles de journalisme existant au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans les pays francophones. Ce travail a révélé que les trois expériences internationales avaient de la valeur, mais le présent projet avait également besoin de refléter de manière spécifique les contextes et défis africains. En outre, dans la mesure où l'UNESCO souhaitait prendre en considération «le potentiel», ce projet devait porter attention à l'actualité et aux projets crédibles d'une institution donnée.

Prenant en compte tous ces points, un avant-projet de document de discussion a été élaboré, qui proposait des critères et indicateurs appropriés. Ce document

a été envoyé en décembre 2006 aux quatre-vingt-seize écoles de journalisme présentes sur la carte, ainsi qu'à des experts des médias africains (y compris au sein des réseaux Journet, Orbicom et Théophraste. Ce document et les réponses afférentes sont librement accessibles à l'adresse suivante : <http://groups.yahoo.com/group/UNESCOAJ/>.

Lors de ces discussions, de nombreux débats constructifs ont émergé. L'une des questions discutées était de savoir dans quelle mesure ce ne serait pas aux écoles de journalisme de définir les critères de qualité plutôt qu'au monde des médias qui, dans plusieurs pays, ne sont pas à la hauteur des normes désirées. Un autre débat a porté sur l'importance d'un processus de sélection solide des étudiants comme critère pour noter une école de journalisme. Des questions ont été soulevées pour savoir si une méthodologie de recherche commune était souhaitable étant donnée les différences entre universités, collèges techniques et ONG. La liste des parties prenantes est présentée dans l'Annexe C.

Au travers des réponses, la complexité de distinguer différents critères et indicateurs. On a pu noter une divergence substantielle dans les commentaires sur comment les interlocuteurs envisageaient ce sujet : mettant l'accent sur des critères de niveau général dans certains cas, diminuant le poids d'indicateurs plus spécifiques dans d'autres. Des points additionnels ont également été ajoutés. On peut noter que plusieurs des commentaires exprimaient également une opposition à la tentative même de développer des critères communs à tout l'éventail d'institutions d'enseignement au journalisme, c'est-à-dire aux centres de formation, aux organisations non gouvernementales et aux universités. Ces réponses ont ajouté à la difficulté de la tâche de classer les institutions.

En janvier 2007, l'ESJ et Rhodes ont commencé à identifier des points communs tout en signalant les différences perceptibles. Il ressortait que beaucoup des vingt-deux critères initiaux, plus ceux qui avaient été rajoutés au document provisoire, pouvaient être regroupés en indicateurs sous un nombre nettement plus réduit de critères. Trois critères avec des indicateurs afférents ont ensuite été proposés par Rhodes à l'ESJ et l'UNESCO. Ils couvraient au niveau général, (i) le programme d'étude théorique et pratique et les résultats spécifiques d'apprentissage (quelques indicateurs provenant des discussions signalés plus haut) ; (ii) les services aux professionnels et au public, les liens extérieurs et la réactivité ; et (iii) l'existence d'une stratégie de développement à moyen terme et à long terme. À nouveau, tout ceci a été mis en ligne sur le groupe de discussion et, à nouveau, de nouvelles réactions sont parvenues.

Après avoir pris connaissance de tous les arguments, une version finale de critères et d'indicateurs a été adoptée par Rhodes et l'ESJ (voir le chapitre deux). Ce document a été envoyé à toutes les institutions présentes sur la carte, leur demandant cette fois de soumettre leurs documents en rapport avec chaque indicateur.

1.4 Méthodologie du projet et processus : conclusion

Comme montré ci-dessus, un processus de consultation ouvert et transparent a été conçu afin d'établir des critères recueillant un consensus maximal. L'application ultérieure de ces critères était en conséquence un processus technique ne prêtant pas à controverse. Les participants gardaient le droit de soumettre des réponses indépendantes aux conclusions de ce rapport final, ce qui représente une approche garantissant équité et légitimité optimales. À cet égard, donc, l'exercice a porté pleine attention aux dynamiques sociales et politiques de changement organisationnel, tel que conseillé par Stiles Associates (2007). Il a également, comme recommandé par Stiles Associates, contribué au renforcement des capacités en assurant la propriété locale et en facilitant la mise en réseaux. Ce projet de recherche a également noté des résultats additionnels qui pourraient être considérés comme précieux pour l'UNESCO (voir le Chapitre cinq).

Chapitre deux

Critères et indicateurs

2.1 Liste des critères et indicateurs

L'évaluation de l'éligibilité des institutions africaines de journalisme en tant que Centres potentiels d'excellence a été réalisée en utilisant les questionnaires de l'étude. L'évaluation a identifié trois grands types de critères :

- **Critère A** : Le programme d'études en journalisme et vos capacités.
- **Critère B** : Le service au public et aux professionnels, les liens externes et la réactivité.
- **Critère C** : Perspectives: projets de développement, stratégie et potentiel.

Les sous-chapitres suivants listent les questions afférentes à chaque critère, telles que présentées aux écoles de journalisme africaines.

2.2 Critère A : Programme d'enseignement et capacité institutionnelle

- (i) Programme d'études (cursus)
- Décrivez comment est équilibré votre programme entre théorie, cours pratiques et réflexion – c'est-à-dire la praxis par rapport à l'enseignement du journalisme en tant que tel.
 - Comment et où enseignez-vous les liens entre médias et démocratie (valeurs et lois sur la liberté de parole, éthique, économie, rôle historique des médias, le journalisme d'enquête, la critique des mauvaises pratiques journalistiques) ? Cours spécifiques ? Dans le tronc commun/intégrés au programme ?

- Comment et où enseignez-vous comment traiter de sujets majeurs, par exemple : la santé, le VIH, la sexualité, le panafricanisme, le développement, les questions rurales et urbaines, les médias communautaires et locaux ?
- Comment assurez-vous le développement des compétences linguistiques et multilinguistiques des étudiants ?

(ii) Équipement et ressources d'enseignement

- Donnez un aperçu de la formation et des compétences de votre personnel enseignant.
- Nombre de diplômés spécialisés en journalisme par an.
- Taux de réussite (nombre d'inscrits menant leurs études à terme).
- Quelle variété de supports médias sont couverts par vos cours ?
- Adéquation de la technologie par rapport aux besoins de pratique des étudiants (par exemple : salles d'ordinateurs dédiées au journalisme, studio radio, etc.) ?
- Ratio apprenants/instructeur pour les cours de pratique ?
- Opportunités de pratique en production média par les apprenants (par exemple : production d'un vrai journal, réalisation de stages).
- Quel genre d'accès à Internet est disponible pour le personnel enseignant et les étudiants ?

(iii) Systèmes d'évaluation

- Quels systèmes utilisez-vous pour évaluer l'apprentissage (par exemple : contrôle continu, dossiers, examinateurs externes pour le contrôle de la qualité) ?
- Quels systèmes est utilisé pour l'évaluation des enseignants et des cours (par exemple : évaluations des cours par les étudiants ; discussions entre le directeur et le personnel enseignant, évaluations par des collègues enseignants ; autres...) ?

2.3 Critère B : Liens avec la profession et avec le service public, les liens extérieurs et la réactivité

- (i) Interaction et relations avec la profession
 - Dispositifs formels pour interagir avec la profession (par exemple : Comité consultatif; examinateurs externes, consultation sur le cursus, évaluation des stagiaires).
 - Offre de formation continue/dans l'entreprise aux professionnels en exercice.
 - Activités de diffusion des connaissances ciblant les cercles professionnels (colloques, conférences, événements...).
 - Implication des enseignants dans des productions pour le monde des médias.
 - Taux d'embauche des diplômés sortant de l'institution par les employeurs dans les mass médias (pourcentage de l'ensemble de la promotion).
 - Participation de personnes du monde des médias dans le cursus pour enseigner des sujets spécialisés.
 - Niveau de participation des anciens élèves (par exemple : association dévouée à l'école elle-même, participation à des réunions, réponse à des demandes provenant des institutions, etc.).

- (ii) Réseaux internationaux et reconnaissance
 - Participation à des réseaux ou des associations de formations au journalisme.
 - Implication dans d'autres réseaux externes tels que ceux attribuant des bourses, participation à des jurys de concours en journalisme.
 - Invitations à participer à des comités de rédaction, ou à être évaluateur extérieur d'autres programmes en journalisme.

- (iii) Participation sociale et réputation
 - Tout lien avec le secteur privé ou avec des organisations communautaires.

- Rôle de votre institution en tant qu'acteur public intellectuel et critique, par exemple : débat critique avec les médias sur leur rôle, sollicitations pour des commentaires sur des questions liées aux médias, protestations contre les violations de la liberté des médias, commémoration de la Journée mondiale de la liberté la presse (3 mai).

(iv) Autres orientations externes

- Toute publication ou présence sur le Web de votre institution.
- Nombre et type d'autres projets externes, ou programmes de proximité au cours des deux dernières années.

2.4 Critère C : Perspectives, projets de développement, stratégie et potentiel

(i) Planification

- Décrivez l'impulsion pour le développement/l'amélioration des programmes au cours des trois dernières années (par exemple : actualisation des activités par le biais de nouveaux cours).
- Autres indices d'innovation et de capacité à s'adapter aux défis ou aux opportunités (par exemple : nouvelles structures, nouvelles méthodes d'enseignement créatives).
- Disposez-vous d'un projet écrit annuel ou à moyen terme (merci de le transmettre) ?
- Investissements importants prévus concernant des technologies nouvelles ou additionnelles, des équipements, le personnel, le cursus, des services de formation continue, etc. ?
- Capacités/obstacles à l'inscription d'étudiants provenant d'autres pays africains ?

(ii) Budget et viabilité

- Quels sont les proportions de financement provenant de l'État, des donateurs, d'actions de conseil, des sponsors et des étudiants ? Qui paie les salaires et les équipements ?
- Engagement et compétence de l'ensemble de votre administration à l'égard de vos activités (par ex. allocation de bud-

gets, installations, renouvellement des équipements, etc.).

Exemples ?

- De quelle marge de manoeuvre disposez-vous pour gérer votre budget ?
- Diversification des partenaires nationaux et internationaux (c'est-à-dire : êtes-vous dépendant d'un seul partenaire pour maintenir une activité particulière ?)

(iii) Gestion

- Gouvernance participative et transparence des décisions (instances collégiales, représentants des étudiants, etc.).
- Systèmes pour le développement des compétences du personnel par l'éducation, la formation continue, les échanges, etc.
- Mécanismes d'inspection formels externes de votre institution et usage qui en est fait pour introduire des améliorations.

(iv) Défis

- Quels sont les défis ou les faiblesses auxquelles votre institution fait face en ce moment et comment pensez-vous les surmonter ?

Chapitre trois

Analyse de la recherche et de la méthodologie

3.1 Analyse globale

Vingt-deux institutions anglophones et huit francophones ont complété le questionnaire des critères et indicateurs, soit un total de trente écoles sur les quatre-vingt-seize identifiées sur la carte. Leur liste figure en Annexe D.

Des visites sur site ont été conduites dans trente-quatre institutions dans le but d'aider à la définition de la liste de critères dans certains cas, dans d'autres cas pour recueillir des données allant au-delà de celles soumises par les écoles elles-mêmes en réponse aux critères. La liste des sites visités figure en Annexe E.

Le budget et le temps impartis à ce projet n'ont pas permis de visiter toutes les institutions, mais les chercheurs se sont efforcés d'aller voir celles dont les informations préliminaires suggéraient un potentiel en rapport avec le statut de Centre d'excellence. Il est important de noter que ces visites sur site n'ont pas forcément joué à l'avantage ou à l'encontre des institutions ainsi inspectées. Dans certains cas, des faiblesses ont été identifiées qui n'étaient pas visibles dans les réponses fournies par les institutions elles-mêmes. Par conséquent, les institutions non visitées n'ont pas nécessairement subi de préjudices de ne pas l'avoir été.

En faisant un point sur les données soumises et également sur celles obtenues lors des visites sur sites lorsque c'était possible, les chercheurs ont convenu de porter une attention particulière aux critères apparaissant comme les plus critiques parmi les quarante domaines d'indicateurs identifiés. Les sept domaines suivants ont ainsi été identifiés comme étant des facteurs significatifs de différenciation entre les institutions :

- La gamme de médias couverts par une école : (par exemple, la radio, la TV, la presse écrite, les médias en ligne)
- Les mécanismes formels pour interagir avec la profession
- La capacité à proposer des formations initiales PLUS des formations continues aux professionnels en activité.
- L'implication dans le journalisme et/ou dans des réseaux et associations de formation.
- L'impulsion donnée pour le développement/les améliorations apportées au cours des trois dernières années.
- La viabilité : l'implication de l'ensemble de la direction dans les activités de l'école et la diversification des partenaires nationaux et internationaux.
- Les systèmes en place pour le développement du personnel.

Ces points recourent une partie de ceux évoqués dans le document de discussion provisoire ayant circulé au début de la phase de consultation de la recherche, et figurent, comme signalé, parmi l'ensemble d'indicateurs convenus.

3.2 Difficultés rencontrées dans le processus de recherche

Des difficultés ont été rencontrées durant les premières étapes de la recherche sur la manière dont les Centres potentiels d'excellence, selon la conception de l'UNESCO, devaient être identifiés. Deux sujets importants exigeaient des définitions concrètes. Du *potentiel pour quoi ?* Et «centres d'excellence» *en quoi ?* Rhodes et l'ESJ se sont mis d'accord avec l'UNESCO pour assumer que *l'excellence* et *le potentiel* pouvaient varier en Afrique selon les standards et les besoins régionaux. En outre, la priorité a été donnée aux institutions à même de répondre aux besoins des journalistes en formation au niveau initial aussi bien qu'à ceux déjà en activité dans la profession – et plus encore à celles ayant un impact au-delà de leurs frontières nationales. Il en est résulté une interprétation particulière de ce qui est entendu par «Centres potentiels d'excellence».

Il a été convenu que pour être démontré, le «*potentiel*» devrait requérir les caractéristiques suivantes :

- La viabilité de l'institution (dans les conditions de dépendance par rapport aux donateurs ou d'instabilité) ;
- La capacité à diriger et l'ambition morale de l'institution à atteindre l'«excellence» ;
- Les possibilités de devenir un «centre», impliquant dans une certaine mesure un «centre de gravité» pouvant éventuellement servir une population plus large que celle du pays d'origine et offrant également une large gamme de spécialisations journalistiques.

En second lieu, en synthétisant et en évaluant les informations obtenues concernant les différentes institutions, Rhodes et l'ESJ ont été particulièrement sensibilisées à plusieurs paramètres importants et à un certain nombre de complexités.

La première difficulté rencontrée était de comparer les institutions. Par exemple, les écoles polytechniques (Polytechnics) dans les pays anglophones sont solides dans la formation pratique des «petits soldats» du journalisme ; mais les universités sont meilleures dans le domaine de la recherche et des analyses, et certains de leurs diplômés deviennent des directeurs de publication. De plus, si beaucoup d'institutions africaines d'enseignement du journalisme font un très bon travail, leur champ d'opération est limité en termes numériques et difficile à accroître à court terme. Certaines institutions sont aussi relativement nouvelles avec des aspirations élevées mais n'ont pas encore fait leurs preuves, d'autres excellent dans un secteur donné (par exemple dans la presse écrite ou dans le journalisme de télévision), mais ignorent des domaines importants dans leur programme d'études.

3.3 Singulariser les Centres potentiels d'excellence

Ainsi, quelles institutions peut-on qualifier comme les meilleures candidates pour devenir «Centres potentiels d'excellence» ? Cela dépend, dans une certaine mesure, de l'impact que l'UNESCO souhaite avoir.

Certains diront qu'une école se concentrant sur la formation initiale est automatiquement plus pertinente qu'une autre spécialisée dans la formation continue. Tout dépend des intérêts particuliers de l'UNESCO pour un projet donné. En conséquence, toutes les institutions de cette liste ne sont pas nécessairement appropriées pour chaque intervention possible et, en effet, quelques écoles absentes de la liste pourraient être plus appropriées dans certains cas. Ainsi, il importe que l'utilisation de cette liste soit nuancée selon les forces spécifiques recherchées aussi bien parmi les institutions sur la liste que parmi celles qui n'y figurent pas.

Certaines écoles de journalisme en Afrique ne figurent pas sur la liste de l'UNESCO des «Centres potentiels d'excellence» pour plusieurs raisons. En premier lieu, toutes les institutions n'ont pas un impact à la fois au niveau de la formation initiale des journalistes débutants et au niveau de la formation continue des journalistes en activité. En second lieu, la capacité potentielle d'une institution donnée à travailler sur une «sous-région» plus importante que son propre pays est parfois limitée et la préférence a donc parfois été donnée à une autre institution ayant cette capacité. Une institution donnée peut être hautement compétitive au niveau continental, mais des considérations sous-régionales en Afrique montrent en pratique qu'une institution moins compétitive dans une région différente doit être prise en compte sur la liste en raison des conditions particulières qui prévalent dans cette région. Il y avait en outre un besoin d'identifier des Centres potentiels d'excellence sur l'ensemble du continent, même si elles n'avaient pas nécessairement un même niveau absolu de potentiel. L'absence d'une institution sur la liste finale ne signifie pas en l'occurrence qu'elle manque d'excellence ou de potentiel, mais simplement que ses qualités ne sont pas au centre des préoccupations de l'UNESCO à ce moment donné.

Chapitre quatre

Les Centres potentiels d'excellence

4.1 Les Centres potentiels d'excellence au journalisme en Afrique

1. Mass Communication Department, Makerere University, Ouganda.
2. The School of Journalism and Mass Communications (SOMJC), University of Nairobi, Kenya
3. Department of Mass Communication, University of Lagos, Nigeria
4. Department of journalism, University of Stellenbosch, Afrique du Sud
5. School of Journalism and Media Studies, Rhodes University, Afrique du Sud
6. School of Communication Studies, Walter Sisulu University, Afrique du Sud
7. Departement of Journalism, Tshwane University of Technology, Afrique du Sud
8. School of Communication, Legal and Secretarial Studies, Namibia Polytechnic, Namibie
9. Mozambican School of Journalism, Mozambique
10. Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI), Sénégal
11. École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC), Cameroun
12. Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC), Maroc

Un tiers des Centres d'excellence est situé en Afrique du Sud où l'ESJ a conclu à un même haut niveau de potentiel parmi les quatre institutions visitées.

4.2 Centres potentiels de référence en journalisme en Afrique

Plusieurs institutions ont été notées comme éligibles comme potentiels **Centres de référence** :

- Department of Communication, Daystar University, Kenya
- Africa Institute for Journalism and Communications, Ghana
- Department of Mass Communication, Lagos Polytechnic, Nigéria
- Department of Communication, University of Ibadan, Nigéria
- Department of Media Studies, University of Namibia, Namibie
- Faculty of Communication and Information Science, National University of Science and Technology, Zimbabwe
- School of Communication, Southern African Media Training Trust (NSJ), Mozambique
- Département communication & journalisme de l'Université de Ouagadougou, Burkina Faso
- Unité de formation et de recherche en journalisme, Université d'Antananarivo, Madagascar

On peut noter que les institutions sélectionnées sont celles où les interventions sont susceptibles de stimuler les capacités, plutôt que de reproduire une dépendance. Ce sont les écoles qui peuvent être considérées comme celles qui tireront un bon profit d'un appui afin de soutenir leur croissance et leur viabilité pour avoir un impact plus large, même si ce résultat est atteint de manière indirecte.

Davantage de détails sur les critères pris en compte pour leur définition sont disponibles au Chapitre cinq.

4.3 Centres potentiels d'excellence : besoins, défis et recommandations

Les besoins et défis suivants sont présentés par les Centres potentiels¹ d'excellence comme les domaines pour lesquels un investissement les aiderait à réaliser leur potentiel. Pour chaque cas, des recommandations ont été compilées en relation avec ces besoins. Les douze institutions ont indiqué qu'elles tentaient diverses stratégies susceptibles de répondre à leurs besoins, plutôt que d'attendre passivement d'être aidées. Ainsi, les recommandations visent à ce que l'UNESCO envisage une concordance de son appui avec ces besoins et stratégies. Des recommandations plus «globales» pour l'ensemble des écoles sont présentées dans le Chapitre Cinq de ce rapport.

Par souci de simplicité, les Centres d'excellence ont été rassemblés par groupe linguistique pour l'analyse, soit Afrique (a) anglophone (b) lusophone et (c) francophone

(a) Afrique anglophone :

➤ **Makerere University, Ouganda**

- Accroître le volume du personnel actuel
- Obtenir davantage d'équipement radio
- Lancer une version papier du journal de l'université (et également de *MassCom Online*, journal en ligne)

Recommandations :

Le département montre qu'il dispose de bonnes ressources (par exemple, avec sa publication *MassCom Online* et l'acquisition d'une station de radio). Un soutien pour obtenir plus de personnel, pour le journal et pour la station de radio, devrait l'aider à améliorer ses résultats et son potentiel, afin d'être en mesure de servir une région plus importante. Des aides additionnelles pour relancer la *East African Journalism Review* accroîtraient sa capacité à agir comme acteur public intellectuel.

➤ **University of Nairobi, Kenya**

- Comblent le besoin en enseignants titulaires de PhD (équivalent doctorat) parmi le personnel à temps plein.

1. Besoins et défis comme présentés dans les rapports régionaux, Annexes F à N.

- Gérer la congestion due au développement rapide des programmes
- Trouver un nouveau bâtiment pour faire face à la croissance de ses activités.

Recommandations :

Des bourses de doctorat (PhD) seraient utiles et un soutien pour des nouveaux locaux serait également précieux pour accroître les capacités. Des appuis (tels que du matériel de radiodiffusion) pourraient également aider à consolider une fusion avec le Kenya Institute of Mass Communication et aiderait à faciliter les relations et à maximiser les synergies entre les deux institutions.

➔ **University of Lagos, Nigéria**

- Le département possède une imprimerie, mais ne peut s'en servir en raison de pièces défectueuses.
- La fourniture d'électricité est un problème majeur
- L'hébergement des professeurs pose des difficultés
- Besoin d'investissements dans les laboratoires, la main d'œuvre, la recherche, le développement du personnel et celui de réseaux

Recommandations :

En dépit de sa réputation, le département n'a pas répondu aux questionnaires envoyés par courriel avant la visite, signifiant ainsi une possible surcharge de travail de la direction. Cependant, cette défaillance reflète également le sous-développement de l'usage d'Internet dans l'institution à laquelle il manque également un site en ligne. La fréquence des publications étudiantes pourrait être stimulée par des publications en ligne, au lieu de versions papier coûteuses. En bref, un soutien dans le domaine des technologies de l'information (incluant un groupe électrogène) peut encore produire des résultats profitables, peut-être davantage qu'une quelconque aide pour l'imprimerie.

L'université pourrait également peut-être devenir un centre pour former des enseignants en journalisme, y compris pour des enseignants non nigériens. De ce point de vue, des aides sous forme de bourses pour des candidats pourraient être envisagées.

Enfin, l'offre de stages courts du département pourrait être améliorée en transformant ce dernier en une unité plus formelle d'assistance, proposant des programmes plus réguliers pouvant également contribuer à des qualifications plus substantielles.

➤ Stellenbosch University, Afrique du Sud

- La pénurie de personnel administratif permanent : elle fait peser la charge administrative sur la responsable du département, qui l'empêche d'utiliser son temps et son esprit à trouver de nouveaux moyens d'une part, de fournir à l'industrie des médias des journalistes débutants, réfléchis et allant de l'avant et d'autre part, de stimuler l'industrie des médias en faisant les choses d'une nouvelle manière.

Recommandations :

D'un point de vue pédagogique, le département ne semble pas avoir besoin de soutien. Sa faiblesse majeure est sans aucun doute un personnel administratif insuffisant et son budget opérationnel limité. À cet égard, un soutien de l'UNESCO serait particulièrement bienvenu. De plus, comme cela a été signalé pour tous les centres pris en compte dans cette étude, la mise à disposition de bourses serait un soutien apprécié.

➤ Rhodes University, Afrique du Sud

- Insuffisance de bourses pour les Sud-Africains défavorisés et pour les Africains issus des pays pauvres. Beaucoup de travail à été consacré à ce sujet, mais il en faut davantage.
- Besoin de développer les recherches et les publications, y compris des programmes et de formations à l'intention des enseignants pour utiliser le Web pour diffuser leur savoir. Il y a ici une culture émergente, mais elle doit être stimulée.
- Utiliser les nouvelles technologies de l'information pour augmenter la productivité de l'enseignement, en particulier au regard des contraintes budgétaires limitant l'accroissement du personnel.
- Un projet de recherche important est envisagé sur le succès du journalisme tabloïd en Afrique du Sud, mais un financement est nécessaire.

- Besoin permanent de recruter des Sud-Africains noirs comme enseignants et de créer un environnement propice et attractif pour cela.

Recommandations :

L'UNESCO pourrait appuyer Rhodes en offrant des bourses pour les étudiants désavantagés et les étrangers. La promotion des nombreuses activités conduites par l'Université serait également importante pour renforcer encore son développement et sa réputation dans la région.

➤ **Walter Sisulu University, Afrique du Sud**

- L'institution fait face à une crise financière qui affecte tous les départements, en particulier pour ce qui concerne l'achat de nouveaux équipements.

Recommandations :

Au regard de la qualité de l'institution et de l'importance en Afrique de soutenir le développement des médias communautaires, l'UNESCO devrait soutenir fortement ce Département. En priorité, cet appui devrait permettre de renouveler ou de mettre à jour l'équipement, et également d'offrir des bourses d'étude pour les étudiants étrangers ou défavorisés. Un programme de développement du personnel serait également bienvenu dans le futur afin de permettre à ce dernier de conserver ses connaissances de pointe.

➤ **Tshwane University of Technology, Afrique du Sud**

- La qualité du travail des étudiants demeure un défi et ce département devra constamment intervenir pour améliorer la qualité des productions réalisées.
- Un nombre limité d'inscrits signifie moins de capitaux. Le taux de réussite constitue un point critique pour la survie.
- Les productions propres utilisées pour la formation (ex : notre journal communautaire) doivent rester viables.

Recommandations :

Même si la plupart de l'équipement est adéquat, l'appui de l'UNESCO pourrait se concentrer sur son renouvellement. De plus, le Département de journalisme

apparaît sous-équipé s'agissant de la télévision, ce qui constitue actuellement un de ses points faibles.

➤ **Namibia Polytechnic, Namibie**

- Un manque d'espace physique pour des développements tels que de nouveaux bureaux, un terrain de sport ou un centre pour les étudiants.
- Manque de fonds pour couvrir les coûts de remplacement/de mise à niveau des équipements informatiques et des laboratoires.
- Manque d'avantages pour rendre les postes d'enseignants à temps plein plus attractifs par le biais de projets avec un emploi du temps plus flexible afin d'encourager l'implication de l'industrie des médias. Le département tire beaucoup plus bénéfice à avoir du personnel membre à temps plein plutôt que d'avoir des personnes qui viennent simplement pour enseigner.
- L'administration concernant le personnel sous contrat est énorme.
- La subvention du gouvernement diminue chaque année et n'est pas basée sur un plan de financement.
- Afin de délivrer davantage de diplômes, il faut davantage de personnel universitaire titulaire de doctorats (PhD). Les enseignants doivent pouvoir se qualifier pour bénéficier de la possibilité de développement du personnel – qu'ils soient nationaux ou expatriés – après une période d'au moins un an.
- La création d'une association d'anciens élèves.
- Faibles compétences en langue anglaise des étudiants.

Recommandations :

Aider à l'obtention d'un personnel à temps plein et au développement du personnel (vers les PhD) semblent être le plus urgent, et probablement le moyen de porter l'école à de plus hauts niveaux de potentiel.

(b) Afrique lusophone

➤ **Mozambican School of Journalism, Mozambique**

- L'équipement.
- Mener des recherches sur le journalisme, les médias/la communication.

- Maintenir le niveau du programme des études à la hauteur des demandes de l'industrie des médias.
- L'insuffisance des financements.
- L'école prévoit de changer son statut d'institution de niveau intermédiaire en institution de type Polytechnique/université.

Recommandations :

Apporter une aide pour l'équipement et pour la transition à un statut d'enseignement supérieur, avec un renforcement des capacités pour la recherche, via des projets et des bourses pour le personnel afin d'améliorer ses qualifications, serait utile.

(c) Afrique francophone

➤ **Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI), Sénégal**

- Souhait de s'adapter aux nouvelles technologies de l'information et de la communication avec un objectif à long terme de formation à distance, afin de permettre au CESTI de demeurer sur la carte africaine et internationale, par l'amélioration voire la reconfiguration de son site.
- Le développement de la formation continue : le CESTI souhaite se positionner nettement comme opérateur de formation continue et fournir également à ses anciens étudiants davantage de formations spécialisées.
- Devenir un véritable espace de débat et développer encore les partenariats.
- Les principaux défis actuellement : l'étroitesse de l'espace, la nécessité d'un meilleur équipement, le renforcement systématique des capacités, la mobilité enseignante et étudiante, le renforcement des structures d'appui comme la médiathèque (numérisation, équipement), la salle PAO (Internet). La question de la production est aussi un défi.

Recommandations :

Les priorités d'aide au CESTI pour lui permettre de poursuivre sa mission et son développement au mieux de ses capacités se déclinent comme suit :

- Un appui en matériel, notamment en matériel informatique (pour les corps enseignants comme pour les étudiants et pour le développement futur de la formation en ligne) mais aussi en télévision pour la formation pratique (notamment du matériel de montage).
- Un soutien à la restructuration de son service de documentation et un appui en ressources documentaires, trop faibles pour l'heure.
- Sur un plan plus politique, le CESTI a besoin d'être conforté dans son souhait de développer ses actions de formation continue, que ce soit à l'égard de ses anciens étudiants ou à l'intention des autres professionnels. Il s'agirait là de valoriser son savoir-faire et de lui donner l'opportunité de mettre en avant celui-ci. Dans cette perspective, un appui à la formation continue de son propre corps enseignant devrait servir cet objectif.
- L'UNESCO pourrait également avantageusement soutenir le CESTI auprès de autorités sénégalaises afin d'obtenir davantage d'espace (pour l'heure limité) et surtout pour que ces dernières assurent l'entretien et la maintenance des moyens existants qui relèvent de leurs prérogatives et de leur budget.
- Enfin, la rénovation de l'image de l'école repose bien évidemment en grande partie sur la capacité du CESTI à poursuivre la mise en œuvre des réformes qu'elle a engagées. Mais là encore, l'appui de l'UNESCO peut lui être d'une grande utilité.

➔ **École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC), Cameroun**

- Manque de matériel de formation récent et adapté aux besoins de formation (radio, télévision, presse écrite). Il s'agit d'un axe prioritaire pour l'établissement qui compte ainsi refaire son retard et assurer une formation adaptée aux standards internationaux.
- Insertion effective des étudiants issus de l'École dans le monde du travail : l'ESSTIC a besoin d'aller de l'avant et d'accompagner ses diplômés dans la recherche d'un emploi. Cela suppose une plus grande concertation encore avec le milieu professionnel et un suivi personnalisé des étudiants après leur formation.

- Le renforcement de l'ouverture vers le monde des médias et à l'international : l'ESSTIC envisage d'attirer les étudiants en journalisme de la sous-région Afrique centrale comme c'était le cas il y a vingt ans. L'organisation des missions d'information dans les différents pays ainsi que les échanges avec les représentations diplomatiques sont les premières actions prévues à cet effet. L'ambition ultime de l'ESSTIC est de s'imposer comme institution de référence en formation des journalistes en Afrique francophone.

Recommandations :

Une politique dynamique de réforme profonde des cours et du mode de fonctionnement pourrait aider l'ESSTIC à retrouver sa place. Le processus a été sérieusement engagé et mérite d'être soutenu. Les principaux domaines de soutiens à apporter à l'ESSTIC sont les suivants :

- Un appui en matériel : il importe de remettre celui-ci à niveau afin que l'école puisse mettre en œuvre concrètement ses orientations et les approfondir. Il s'agit aussi bien du matériel de formation en radio télévision, que du matériel informatique, trop limité et obsolète. Le problème du débit Internet au Cameroun constitue un réel problème.
- L'ESSTIC, là encore comme le CESTI, a besoin de redorer son blason auprès des professionnels. Si l'école demeure indéniablement l'institution la mieux reconnue dans le pays, son histoire passée l'a amenée à être identifiée comme une institution strictement au service des médias publics et donc de l'État. Les liens avec les médias privés méritent d'être soutenus, même s'il est vrai que ceux-ci, et tout particulièrement la presse écrite privée, connaissent actuellement une crise au Cameroun. Cette crise est liée à la fois à une perte de crédibilité après de multiples dérives médiatiques et aux conditions générales très ardues d'exercice de la profession (rémunérations faibles poussant à des pratiques de «publi-reportage déguisé», absence de contrat et de protection sociale des journalistes...). Il s'agit là cependant d'une nécessité afin de favoriser, d'une part, une évolution de l'image de l'ESSTIC au sein du milieu professionnel et

soutenir ainsi le recrutement ultérieur de ses étudiants, mais aussi, d'autre part, pour améliorer à terme la qualité de ces médias privés.

- L'ESSTIC pourrait également être accompagnée dans la planification stratégique de son processus de réforme et l'évaluation des moyens nécessaires.

➔ **Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC), Maroc**

- La professionnalisation de l'enseignement et le renforcement des ateliers de formation

Recommandation :

Comme le Ministère des affaires étrangères français a décidé d'attribuer une aide substantielle à ISIC, l'aide de l'UNESCO devrait être complémentaire. Les priorités devront être analysées dès que le projet sera mis en œuvre, au moment où de nouvelles demandes pourraient émerger. Néanmoins, la prise en charge de bourses d'étude pour les étudiants étrangers, qui représentent 10 % de l'effectif total de l'ISIC, serait sans nul doute, bienvenue. Il serait également utile de soutenir les initiatives de l'ISIC dans le domaine de la formation continue.

Chapitre cinq

Analyse, recommandations et conclusions

Ce projet historique a généré un certain nombre de résultats :

- Une carte unique des institutions d'enseignement du journalisme en Afrique ;
- Un ensemble de critères et d'indicateurs élaboré de manière consensuelle afin de définir l'excellence potentielle de ces institutions ;
- Une liste d'institutions sélectionnées avec lesquelles l'UNESCO pourrait souhaiter travailler.

La carte des institutions africaines de formation au journalisme constitue une ressource pionnière. Consultable sur le site Internet de l'UNESCO (www.unesco.org/webworld/fr/ecoles-journalisme-africaines), cette ressource place les institutions africaines de journalisme sur la carte globale du cyberspace, une arène hautement stratégique dans laquelle beaucoup étaient absentes par le passé. Une gamme d'activités allant de la mise en réseaux à d'autres avantages pourraient en résulter, tels des évaluations externes, le partage de programmes d'études, le développement de manuels, des échanges, etc. Il est conseillé de réactualiser la carte tous les deux ans de manière à ce qu'elle reste une ressource d'informations de l'UNESCO fiable et pertinente. Les 96 institutions de la carte seront informées de la création de la base de données et de ce rapport, une fois le projet mené à bien selon les termes de l'UNESCO.

Les critères et indicateurs définissant l'excellence potentielle offrent à chaque institution souhaitant s'améliorer un outil d'auto-évaluation honnête qui pourra être utilisé au-delà de ce projet de recherche. La liste des critères et indicateurs, qui peut certainement être adaptée à d'autres régions du monde, fournit également un cadre dans lequel des institutions peuvent projeter leurs visions et projets. Ultérieurement, les critères et indicateurs pourraient également être au cœur d'un système panafricain d'assurance qualité pour un réseau d'écoles de journalisme africaines (bien que ce soit une activité qui est probablement moins prioritaire ou fonctionnelle que des collaborations concrètes entre centres). En

tout état de cause, le projet présente les critères de Stile's Associates (2007) afin de travailler sur les points forts de l'UNESCO dans l'établissement des standards internationaux et pour réunir des groupes nationaux et internationaux afin de planifier, de mettre en œuvre et de réfléchir en commun.

Enfin, les institutions qui figurent sur la liste des Centres potentiels d'excellence et de référence peuvent utiliser ce travail pour leur développement général, même indépendamment d'un possible partenariat avec l'UNESCO. Il s'agit d'un statut susceptible de susciter du respect de la part des potentiels étudiants et apprenants, parfois de leurs propres institutions (ex. les administrations des universités), de la part des médias qu'ils servent, et, de manière générale, de la part des donateurs et des fondations.

Les institutions connaissent ascension et récession, et celles qui se trouvent en tête de liste une année peuvent être déplacées par la suite. Cependant, l'objectif de ce projet de l'UNESCO a été de voir quelles institutions sont bien positionnées en 2007 pour une période de croissance, de développement et d'impact durable, en particulier du point de vue des intérêts et moyens de l'UNESCO. Rien ne garantit, bien sûr, qu'une collaboration se développera avec elles, ni qu'un tel investissement apportera des résultats. Quoi qu'il en soit, un inestimable travail préparatoire a été réalisé. En particulier, ce rapport fournit des recommandations détaillées dans les domaines possibles de partenariats grâce auxquelles l'UNESCO peut prendre des décisions éclairées sur son rôle pour aider ces importantes institutions africaines à réaliser leur potentiel.

Ce rapport recommande aussi à l'UNESCO de prendre en considération la distinction entre les institutions «centres potentiels d'excellence», avec lesquelles l'organisation peut souhaiter travailler sur une base durable, et les autres qui pourraient être reconnues comme des «centres de référence», et qui présentent des perspectives pour des projets particuliers. Le raisonnement à l'origine de cette distinction s'appuie sur le fait que beaucoup d'institutions montrent des poches d'excellence et de potentiel excellence qu'il serait dommage de ne pas signaler. De plus, et comme cela est détaillé ci-dessous, cette vision permet également aux «centres potentiels d'excellence» proposés de servir de mécanisme pour appuyer des changements positifs au sein des autres institutions.

L'ESJ souligne qu'elle n'a pas eu suffisamment de réponses approfondies dans son secteur de recherche pour lister ces autres centres possibles («de

référence»), exceptions faites de l'Université de Ouagadougou (Burkina Faso), et de l'Unité de formation et de recherche en journalisme – Université d'Antananarivo (Madagascar). Les recherches de Rhodes en ont identifié cinq dans la précédente section de ce rapport. Plus de détails sur leurs points forts sont fournis dans les annexes des rapports régionaux. La porte devrait bien sûr rester ouverte à la fois pour l'UNESCO et pour les «centres potentiels d'excellence» afin de décider avec quelles institutions ils pourraient également travailler. Il incombe également à ces autres écoles de démontrer un intérêt à une collaboration en tant que «centres de référence», à ce stade de leur développement et de leur pertinence pour l'UNESCO. Dans l'éventualité où l'UNESCO accepterait l'idée de reconnaître à la fois les «centres potentiels d'excellence» et les «centres de référence», quelques idées sont présentées ci-dessous :

En revenant un peu en arrière, il est à noter que la nature des institutions recommandées comme «centres potentiels d'excellence» se distingue en ce qu'elles proposent davantage de possibilités «globales» au regard des intérêts de l'UNESCO que les autres institutions étudiées dans le cadre de ce projet. Ainsi, ce sont des institutions qui :

- ont habituellement une ampleur d'action, c'est-à-dire un impact sur un nombre plus important d'apprenants que les autres ;
- généralement (ou potentiellement), elles couvrent à la fois la formation initiale ET la formation continue, ce qui permet un impact multiple pour améliorer le rôle des médias dans le développement et la démocratie ;
- jouent plus ou moins un rôle en tant qu'institution publique – en critiquant les mauvaises pratiques des médias, en promouvant une culture sociétale de la liberté des médias et de la libre expression, en contribuant au développement d'une politique des médias et d'une réforme du droit, etc. ;
- sont déjà, ou sont potentiellement, des nœuds de réseaux nationaux ou régionaux qui incluent une gamme de possibles «centres de référence» ;
- sont pour la plupart des institutions tertiaires plutôt que des ONG et, en conséquence, possèdent des systèmes de qualifications reconnus.

Il en ressort que l'UNESCO ne doit en aucun cas ignorer les institutions qui ne figurent pas sur la liste des «centres potentiels d'excellence», mais voir plutôt

son travail avec ces derniers comme un levier pour avoir un impact sur les écoles «centres de référence» (et les autres). Ceci suggère un éventail d'activités avec les «centres potentiels d'excellence» qui pourrait plus largement renforcer le secteur. Par exemple, l'Afrique est encore loin dans le développement, au niveau continental ou sous-régional, d'associations d'enseignants en journalisme, sans même parler d'un système Panafricain d'accréditation viable. Quoi qu'il en soit, en travaillant avec les «centres potentiels d'excellence» comme nœuds, existants ou à fort potentiel, de réseaux plus larges et ce depuis les régions, l'UNESCO peut certainement aider à élever la performance d'une plus large communauté de formation au journalisme en Afrique. Cette vision voit ainsi les «centres potentiels d'excellence» proposés comme jouant un rôle leader dans leurs pays et région - non pas au sens qu'il n'ont rien à apprendre des «centres de référence», mais plutôt, en vue de les positionner comme des points de rayonnement pour ce qui concerne la mise en réseau à travers le continent et avec l'UNESCO.

Une part de justification de la création de ces deux catégories («excellence» et «référence») repose sur le fait qu'il existe, dans l'ensemble, des points communs entre la plupart des 34 écoles de journalisme pour lesquelles des informations détaillées ont été recueillies. Par exemple, l'amélioration de l'équipement et des qualifications constituent des thèmes communs. Il y aurait peut-être là une possibilité qui consisterait à ce que les «centres potentiels d'excellence», qui auraient la garantie d'obtenir des aides pour leur équipement, partagent ces ressources avec les «centres de référence», ou collaborent en vue d'une amélioration des qualifications et pour mettre en œuvre des échanges de personnel.

En ayant cela à l'esprit, les recommandations suivantes peuvent être formulées s'agissant du travail de l'UNESCO avec les écoles de journalisme «centres potentiels d'excellence» :

- (a) Comme il a été signalé dans la section précédente, chaque institution a exprimé ses besoins et ses intérêts spécifiques, et il est important de soutenir ceux-ci. Dans le même temps, et quoi qu'il en soit, l'UNESCO pourrait également considérer des domaines qui permettraient à chaque école de servir à la fois la formation initiale et la formation continue – en d'autres termes renforcer les capacités dans certains de leurs domaines moins développés. La même chose vaut pour le rôle de l'école en tant qu'acteur public intellectuel. Le but de chaque «centre potentiel

d'excellence», devrait être d'avoir un impact sur trois niveaux : celui des étudiants en formation initiale, celui des journalistes en activité, et celui du public plus généralement.

- (b) Chaque institution pourrait également être sommée d'indiquer le type d'aide ou d'activité(s) pour lequel une aide extérieure bénéficierait également à un plus large réseau d'écoles de journalisme - et une assistance pourrait être donnée à ces projets comme un moyen de développer les «centres potentiels d'excellence» en tant que nœuds de réseaux.
- (c) En plus des besoins exprimés par chacun des centres (résumés dans la section ci-dessus), il est également important de considérer l'ensemble, y compris les domaines possibles d'intervention qui ne sont pas reflétés dans la perception que ces institutions ont d'elles-mêmes. À cet égard, l'UNESCO peut jouer un rôle très important en faisant de la mise en réseau de ces «centres potentiels d'excellence» une priorité. (Il ne s'agit pas d'un appel à la constitution d'un réseau exclusivement africain. Les «centres potentiels d'excellence», pourraient également bénéficier d'une mise en réseau avec d'autres écoles de journalisme pertinentes, où qu'elles se trouvent). En dehors de ces soutiens, de nombreuses activités et projets, multilatéraux ou bilatéraux, pourraient découler comme des «produits secondaires». Par exemple, il pourrait y avoir une collaboration pour l'élaboration de manuels, des projets de recherche trans-africains, l'organisation de colloques et de conférences, des ateliers de formation de formateurs, des sites Web de projets, des échanges et programmes communs (comme une formation de niveau maîtrise dans trois pays africains, à l'exemple de ce qui se fait en Europe où des étudiants suivent des cours au Danemark, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni). Le réseau pourrait également se pencher sur la question de savoir comment maintenir les standards tout en allant de l'avant, peut-être par une auto-régulation volontaire s'appuyant sur une charte telle celle adoptée par le réseau Théophraste.
- (d) Des contributions particulières pour construire un réseau des «centres potentiels d'excellence» pourraient prendre les formes suivantes :
- Des réunions annuelles des «centres potentiels d'excellence» ;
 - Des assistants personnels (peut-être administrés sous la forme de bourses) de sorte que les responsables des «centres potentiels

d'excellence» puissent libérer de leur temps sur les tâches administratives pour se consacrer au fonctionnement du réseau et renforcer les capacités de leurs écoles, plutôt que de s'enliser dans une surabondance de tâches triviales qui inhibent la croissance stratégique ;

- Un atelier ponctuel sur les compétences en management universitaire durant lequel les responsables des institutions pourraient partager leurs expériences, leurs stratégies et tactiques sur une variété de sujets tel le développement des relations avec le monde des médias, la révision des programmes d'études, la gestion du personnel, la collecte de fonds, les convergences, etc. ;
- Le développement de sites Web élaborés pour ces écoles, et d'un moteur de recherches commun à toutes ;
- Des bourses pour des membres du personnel senior de ces écoles afin d'entreprendre des études à un niveau supérieur et basées sur des recherches. (Il y a une forte appétence à cet égard au sein de toutes les écoles de journalisme africaines).

(e) Un soutien pour établir des relations avec l'industrie des médias. Il est clair qu'une croissance durable sur le long terme n'est envisageable qu'avec l'appui d'une contribution des médias dans un pays ou une région donnée. Des ateliers consultatifs entre un «centre potentiel d'excellence» donné et les médias locaux pourraient être soutenus de manière très profitable.

(f) De nombreuses écoles de journalisme africaines sont contraintes de fonctionner à l'âge du pré-Internet. Les écoles «centres potentiels d'excellence», devraient cependant devenir pionnières dans l'enseignement – et dans l'utilisation – des nouvelles technologies. Dans cinq ans, lorsque les téléphones portables, omniprésents en Afrique, seront compatibles à l'Internet, il y aura une énorme carence de journalistes formés à l'éthique, l'esthétique et l'économie des ces nouveaux médias. Si les institutions «centres potentiels d'excellence» sont encouragées à promouvoir l'utilisation d'Internet pour publier et pour mener leurs recherches, ceci encouragera à la fois les «centres de références» reconnus mais aussi l'industrie des médias plus anciens à redoubler leur usage des nouveaux médias. Trop d'étudiants africains en journalisme publient encore sur des tableaux d'affichage des articles écrits à la main alors que leurs contenus pourraient être communiqués à une audience glo-

bale dans le cyberspace, aussi facilement que pour la réalisation d'un blog. Les «centres potentiels d'excellence» peuvent être aidés ici à imposer le rythme, dans tout le secteur – comme dans toute l'Afrique – afin d'éviter l'accroissement du fossé numérique.

- (g) Les écoles «centres potentiels d'excellence» pourraient aussi profiter énormément d'une initiation aux possibilités de l'usage d'Internet pour augmenter le poids et la productivité de leurs enseignements, y compris par la formation à distance de professionnels. C'est un domaine dans lequel les écoles africaines de journalisme sont encore très sous-développées.

L'importance d'une aide extérieure pour ces «centres potentiels d'excellence» doit faire face à une critique répandue chez de nombreuses personnes de l'industrie des médias africains, qui méprisent généralement le travail réalisé par les écoles de journalisme. Parfois, il s'agit de personnes qui ne voudraient voir arriver que des éléments passifs dans les rouages du système, et qui sont opposées à l'éveil critique des étudiants. Souvent, c'est parce que les étudiants ne sont pas suffisamment qualifiés pour la réflexion ou la production – bien que cela ne devrait pas être le cas dans la plupart des écoles recommandées ici comme «centres potentiels d'excellence». Quoiqu'il en soit, les fréquentes critiques à l'égard des écoles de journalisme sont aussi le fait d'une myriade d'institutions de formation au journalisme en Afrique, y compris des institutions fantômes, qui n'ont aucune incidence notable sur la qualité ou la viabilité des médias. Comme le montrent les recherches de l'AMDI, on a assisté à une prolifération considérable d'institutions proposant une formation au journalisme. Pourtant, malgré cela, un certain nombre d'entreprises médiatiques (au Kenya, par exemple), parlent même de créer de nouvelles académies de formation (sous leurs propres ailes). Ce n'est pas la voie à suivre. Des médias pluralistes vont de pair avec le pluralisme dans la formation – mais cela n'a aucun sens de disperser encore davantage le peu de ressources disponibles. Le fait est que si ces «centres potentiels d'excellence» de l'UNESCO sont capables d'augmenter leurs niveaux de performance, ils démontreront la valeur d'un investissement dans des structures déjà existantes.

En conclusion, une approche rationnelle sous-tend les recommandations de ce projet, montrant clairement que l'Afrique n'a pas besoin de nouvelles écoles de journalisme, mais plutôt d'un noyau d'excellents établissements ayant un réel impact et placés également au cœur d'un plus large réseau d'autres écoles (en

particulier celles qui pourraient être reconnues comme «centres de référence»). Pour l'UNESCO, cela suggère le besoin d'adopter une approche sur le long terme. À cet égard, l'organisation pourrait situer ce travail dans une perspective plus large. En particulier, cela pourrait signifier la mise en perspective de ce travail avec celui réalisé par l'UNECA dans son processus STREAM. Ainsi, parmi ses recommandations, STREAM propose que «les appels à l'amélioration de la formation des journalistes ont besoin d'être pensés avec prudence et au travers de mécanismes et de moyens réfléchis sur comment de telles améliorations seront mises en œuvre.» L'UNESCO pourrait faciliter la prise en compte de cette impulsion et ainsi inscrire l'enseignement du journalisme dans le cadre plus large du développement des médias en Afrique, tel qu'envisagé par STREAM. À cette lumière, l'enseignement du journalisme deviendrait un pilier sœur aux côtés d'autres activités complémentaires, telles des démarches pour promouvoir une réforme de la politique, la viabilité du contenu local et des entreprises médiatiques.

En regardant devant soi, le scénario n'implique pas de liens inconditionnels avec les «centres potentiels d'excellence», ni un travail exclusif avec eux. Cependant, il suppose en effet des programmes sur cinq à dix ans pour renforcer les capacités de manière sensible, mesurables quand c'est possible, et pour développer de meilleures institutions qui apporteront également un soutien aux autres institutions du continent – et contribueront plus largement au développement des médias en Afrique.

Références

Akinfeleye, R. A. (2003): *Fourth Estate of the Realm or Fourth Estate of the Wreck? Imperative of Social Responsibility of the Press*. Cours inaugural, Université de Lagos, 14 mai 2003.

BBC-World Service Trust (2007): *African Media Development Initiative Research Reports*. Accessible sur l'Internet : http://www.bbc.co.uk/worldservice/trust/specials/1552_trust_amdi/page9.shtml

Nordenstreng K & Kwame Boafo S. T. (1988): *Promotion of Textbooks for the Training of Journalists in Anglophone Africa: Final Report of an IPDC Project*. Accessible sur l'Internet : <http://www.uta.fi/textbooks/annex5.html>

Stiles Associates Inc (2007): *A Review of UNESCO's Capacity-Building Function*. Internal Oversight Service, Evaluation Section, IOS/EVS/PI/71

UN Economic Commission for Africa (2006): *Strengthening Africa's Media Reports (STREAM)*. Accessible sur l'Internet : <http://www.uneca.org/africanmedia/>

UNESCO (2005): *Experts Consultative Meeting on Journalism Education Report*. Accessible sur l'Internet : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001469/146937e.pdf>.

Annexe A

Champs d'information utilisés pour réaliser la carte des écoles africaines de journalisme

- Détails des contacts ;
- Statut de l'école (ex: université publique) ;
- Langue prédominante des programmes ;
- Principal public cible (étudiants, professionnels en activité) ;
- Cours proposés et niveau d'étude ;
- Conditions d'inscription des personnes aux programmes ;
- Spécialisations dans les domaines de productions pratiques journalistiques ;
- Temps consacré aux productions pratiques média (y compris stages) en pourcentage du temps consacré à l'ensemble de la qualification (ex : 30 %) ;
- Nombre approximatif d'étudiants/professionnels qui parviennent chaque année avec succès à la fin du programme complet ;
- Auto-évaluation du positionnement et réputation de l'institution ;
- Liens avec les médias nationaux ;
- Pourcentage approximatif d'élèves embauchés dans le journalisme à la fin de leurs études/de leur formation.

Annexe B

Pays disposant d'écoles de journalisme

	Afrique anglophone	Afrique lusophone	Afrique francophone	Total	Additionnels mais injoignables
Afrique du sud	12				
Algérie			1		11
Angola	1	1			3
Bénin			2		
Botswana	1				
Burkina Faso			4		
Burundi			3		
Cap-Vert		1			
Cameroun	1		3		
Comores			0		
Congo			1		
Congo (Rép. dém.)			4		
Côte d'Ivoire			1		1
Égypte	2				1
Érythrée	1				
Éthiopie	1				
Gabon			0		
Gambie	0				
Ghana	3				
Guinée			0		
Guinée Bissau		0			
Guinée équatoriale			0		
Kenya	6				17
Lesotho	0				
Libéria	1				
Libye			0		
Madagascar			1		2

	Afrique anglophone	Afrique lusophone	Afrique francophone	Total	Additionnels mais injoignables
Malawi	1				4
Mali			1		
Maroc			1		
Mauritanie			0		
Maurice (Ile)*			0		
Mozambique	4	4			
Namibie	2				
Niger			1		
Nigéria **	12				36
Ouganda	2				
Rwanda			2		
République centrafricaine			0		
Sao Tomé-et-P.		0			
Sénégal			2		
Seychelles			0		
Sierra Leone	0				1
Somalie	0				2 (Somaliland)
Soudan	0				
Swaziland	1				
Tanzanie	2				8
Tchad			0		
Togo			1		
Tunisie			2		
Zambie	3				
Zimbabwe	4				
TOTAUX	60	6	30	96	86

* Les chercheurs ont omis de prendre contact avec le Department of Mass Communication de l'University of Mauritius.

** Akinfeleye (2003 : 14)

Les pays suivants ne figurent pas sur la carte car il a été prouvé qu'ils avaient peu ou pas d'institutions établies enseignant le journalisme :

la Libye, le Tchad, la République centrafricaine, les Comores, la Guinée équatoriale, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Gambie, le Lesotho, la Mauritanie, l'île Maurice, Sao Tomé-et-Principe et le Soudan.

Diverses méthodes de recherches comme la recherche sur le Web menée par Akimfeleye (2003), et par le BBC World Service Trust (2007), ont suggéré des institutions additionnelles dans certains pays (signalées dans la colonne de droite), mais les tentatives d'établir un contact avec elles se sont avérées vaines, ceci indiquant leur improbable candidature en tant que Centres potentiels d'excellence pour l'UNESCO.

Annexe C

Participants aux discussions pour le développement des critères et indicateurs finaux

Des réponses à la discussion sur les critères et indicateurs lors de la première consultation sont parvenues des institutions suivantes :

Institutions :

1. Midlands State University (Zimbabwe)
2. Lagos State University (Nigeria)
3. Stellenbosch University (Afrique du Sud)
4. Tshwane University of Technology (Afrique du Sud)
5. Harare Polytechnic (Zimbabwe)
6. University of Botswana
7. American University du Caire (Égypte)
8. Amadu Bello University (Nigeria)
9. Ajayi Crowther University (Nigeria)
10. Mohammed Amin Foundation (Kenya)
11. Escola de Jornalismo (Mozambique)
12. ESSTIC (Cameroun)
13. CESTI (Sénégal)
14. Unité de formation et de recherche en journalisme (Université d'Antananarivo)

Commentaires d'experts :

Haman Mana (Cameroun)
Prof Hans Henrik Holm (Danemark)
Prof Alfred Opubor (Benin)
Prof Jamal Eddine Naji (Maroc)
Dr Levi Obiojor (Australie)

Lors de la 2^e session de consultation, des commentaires sur les critères et indicateurs quasi finaux sont parvenus des institutions suivantes :

Institutions :

1. Midlands State University
2. University of Ibadan
3. University of Stellenbosch
4. Rhodes University
5. Mohammed Amin Foundation
6. Tangaza College (Kenya)
7. Makerere University
8. Namibia Polytechnic

Commentaires d'experts :

Prof Hans Henrik Holm
 Prof Helge Ronning
 Dr Anthony Olorunnisola.

Des donateurs et des agences de développement intervenant sur le secteur des médias à travers le monde ont également été sollicités.

Des contributions anglophones ont été reçues de la part de :

- Netherlands Institute for Southern Africa (NIZA),
- Knight Foundation,
- Global Foundation for Media Development,
- Open Society Institute of Southern Africa,
- DFID,
- International Centre for Journalists (ICFJ),
- IREX.

Des contributions francophones ont été reçues des organismes suivants :

- Direction de l'audiovisuel extérieur du Ministère français des affaires étrangères,
- Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET),
- Direction de la coopération et du développement de coopération Suisse au Burkina Faso,
- Panos, Paris.

Annexe D

Réponses à la liste des critères et indicateurs

Des réponses complètes sont parvenues de :

- University of Nairobi (Kenya)
- Tangaza College (Kenya)
- Daystar University (Kenya)
- Mohammed Amin Foundation (Kenya)
- Makerere University (Ouganda)
- University of Addis Ababa (Éthiopie)
- University of Ghana (Ghana)
- University of Ibadan (Nigéria)
- Nnamdi Azikiwe University (Nigéria)
- Lagos State Polytechnic (Nigéria)
- NSJ (Mozambique)
- Harare Polytechnic (Zimbabwe)
- Midlands State University (Zimbabwe)
- National University of Science and Technology (Zimbabwe)
- Polytechnic of Namibia
- University of Namibia
- University of Botswana
- North West University (Afrique du Sud)
- Walter Sisulu University (Afrique du Sud)
- Tshwane University of Technology (Afrique du Sud)
- University of Stellenbosch (Afrique du Sud)
- Rhodes University (Afrique du Sud)
- Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC - Maroc)
- Université d'Antananarivo (Madagascar)
- Centre panafricain de formation et de perfectionnement des journalistes - CAFPJ (Bénin)
- Centre d'études des sciences et techniques de l'information – (CESTI-Sénégal)

- University of Ouagadougou (Burkina Faso)
- University of Kinshasa (République démocratique du Congo)
- École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication – ESSTIC (Cameroun)
- Université de Kinshasa (République démocratique du Congo)

Annexe E

Liste des écoles de journalisme visitées

Rhodes et ESJ ont effectué des visites sur site de trente-quatre institutions dans quatorze pays.

1. Kenya : University of Nairobi; United States International University; Daystar University
2. Ouganda : University of Makerere
3. Namibie : University of Namibia; Namibia Polytechnic
4. Mozambique : Eduardo Mondlane University; Mozambican School of Journalism ; NSJ media training centre
5. Ghana : University of Ghana at Legon; Ghana Institute of Journalism; African Institute of Journalism and Communications
6. Nigeria : University of Ibadan ; University of Ilorin ; University of Lagos ; State University of Lagos ; Polytechnic of Ibadan ; Lagos State Polytechnic
7. Afrique du Sud : Rhodes University; Stellenbosch University, Tshwane University, Walter Sisulu University
8. Burkina Faso : Université d'Ouagadougou
9. Cameroun : École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication – ESSTIC
10. République démocratique du Congo: FCK, IFASIC, UNIKIN, ICA
11. Rwanda : University of Butare (EJC)
12. Burundi : University of Tanganyika Lake
13. Zambie : ZAMCOM – University of Zambia
14. Zimbabwe : National University of Science and Technology ; Midlands State University

L'ESJ a également rencontré en France la Directrice de l'Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC) au Maroc en mars 2007. Auparavant, l'ESJ avait visité l'ISIC en avril 2006 pour une évaluation de l'école.

Le Centre africain de formation et perfectionnement des journalistes (CAFPJ) au Bénin a été visité en juillet 2005 par un des experts de l'étude et les informations recueillies par différents experts confirment qu'il n'y aurait pas eu de changements notables depuis.

L'Unité de formation et de recherche en journalisme de l'Université d'Antananarivo, Madagascar, n'a pas été visitée au cours de cette étude, mais l'ESJ a été en contact régulier avec cette institution (en particulier par le biais du réseau Théophraste). De plus, l'ESJ a effectué une évaluation très approfondie du programme d'études et de la structure en 2005. L'ESJ a également travaillé très récemment avec de nombreux professionnels locaux qui ont exprimé leurs points de vue concernant les institutions de formation locales.

UNESCO
Secteur de la Communication et de l'information
1, rue Miollis
75732 Paris Cedex 15, France
www.unesco.org/webworld

UNESCO
Secteur de la communication et de l'information
7, rue Miollis
75782 Paris Cedex 15, France

pour plus d'informations, contactez v.gai@unesco.org

ou visitez unesco.org/webworld